

Les Possibles — No. 02 Hiver 2013-2014

L'Afrique va-t-elle dans le bon sens ?

vendredi 21 février 2014, par Jacques Cossart

Le FMI publie le 31 octobre 2013, dans ses Perspectives économiques régionales, [« Afrique subsaharienne, Maintenir le rythme »](#). Pour autant que l'on puisse évoquer sous ce générique Afrique – quelle ressemblance entre l'Afrique du Sud et le Tchad, autre qu'entre tous les pays du monde – de quel « rythme » parlent donc les experts du FMI ? Avant de donner les réponses de l'institution de Washington, il paraît utile de rappeler quelques-uns des indicateurs que l'on trouve dans le [rapport 2013 du PNUD](#), (présentation dans [Les Possibles, n°1](#),).

- Revenu par habitant en 2012 (exprimé en \$PPA 2005) : 2 035 \$ pour l'Afrique subsaharienne (852 millions d'habitants) à comparer avec les 33 384 \$ pour les pays à développement humain très élevé (1134 millions d'habitants), c'est-à-dire 16 fois moins que cette dernière catégorie de pays.
- Espérance de vie à la naissance : 54 ans d'un côté, 80 ans de l'autre.
- IDH : en 1980, l'IDH d'Afrique représente 47 % de celui de la zone riche ; en 2012, on observe une progression qui, cependant, ne porte encore, en plus de trente ans, le premier qu'à 52 % du second.
- Population féminine ayant bénéficié d'un enseignement secondaire : respectivement 24 % et 85 %.
- Exportations : respectivement 237 et 8 889 milliards \$ (2010).

Ces analyses portent sur plusieurs centaines de millions d'êtres humains qui, outre les conditions générales détestables dans lesquelles ils survivent, doivent, de surcroît, subir une grande insécurité qui s'exprime, par exemple, par un taux d'homicides dix fois supérieur à celui observé dans les pays riches. Peu de pays d'Afrique ont, durant ces dernières décennies, échappé aux guerres qui ont provoqué plusieurs millions de morts, dont plusieurs millions d'enfants ; de nombreux observateurs chiffrent le coût financier de ces guerres à quelque 200 milliards d'euros.

Quelles conclusions le FMI en tire-t-il ? « D'après les projections,

l'Afrique subsaharienne devrait connaître une croissance vigoureuse à moyen terme, comme ce fut le cas pendant une bonne partie de la décennie écoulée. » Mais à quoi peut bien servir une telle croissance ? Est-ce suffisant de se rassurer en affirmant que « comme l'explique le chapitre 2, cela ne veut pas dire que l'évolution de la croissance en Afrique subsaharienne peut être réduite au développement des industries extractives axées sur l'exportation », quand on sait que l'épuisement des réserves naturelles pèse à hauteur de 11,6 % sur son PIB, alors que, pour les pays riches, il s'agit de 0,9 % ? De plus, six pays d'Afrique subsaharienne sont « pauvres en ressources naturelles ». Le FMI se veut rassurant puisque « l'expérience démontre qu'un changement d'orientation des politiques macroéconomiques, conjugué à des réformes structurelles approfondies et des flux soutenus de financements extérieurs, peut créer une marge de manœuvre budgétaire permettant de financer des investissements productifs et générer de la croissance ». En effet, « l'approfondissement des marchés financiers soutient la croissance en stimulant l'épargne intérieure qui finance l'investissement ». On peut cependant se réjouir puisque « au cours des trois dernières années, les entrées de capitaux de portefeuille en Afrique subsaharienne ont énormément augmenté ». Toutefois, il est indispensable, pour développer lesdits marchés, d'observer quelques consignes comme, « améliorer les données statistiques [...] Renforcer les politiques macroéconomiques et financières [...] Se doter des moyens nécessaires pour assurer l'efficacité des mesures macroprudentielles [...] Améliorer la panoplie des mesures de gestion des flux de capitaux ».